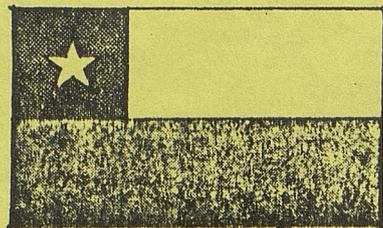




TELEX -



ASSOCIATION LOI DU
1er JUILLET 1901

1, rue MONTMARTRE
75001 PARIS

CHILE



PARIS · JAN · FEV · MARS 84

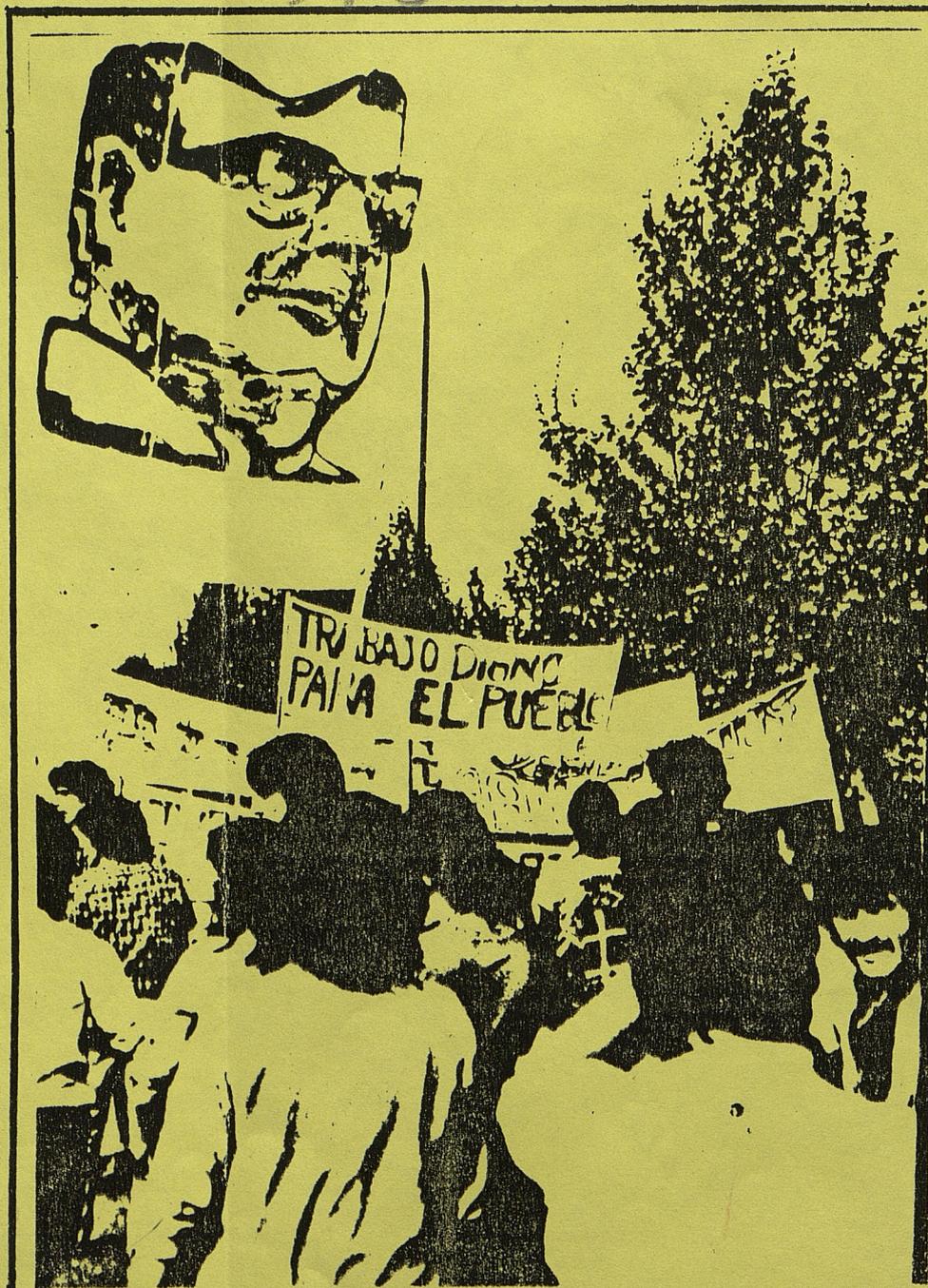
N° 0

SOUTENONS

LA LUTTE

DU PEUPLE

CHILIEN !



40 P. 12270

ASSOCIATION TELEX-CHILE
1 Rue Montmartre
75001 PARIS
Tel: 508 48 28

Paris, janvier 1985.

Monsieur, Madame,

Le 19 mars 1984 le FARC (Fond d'Aide à la Résistance Chilienne) a donné naissance à l'Association "Telex-Chile" régie par la loi du 1 Juillet 1901 . Celle-ci a pour buts de diffuser des informations concernant la vie du Chili, afin d'aider la colonie Chilienne résidant en France et le peuple français à acquérir une vision plus précise des évènements quotidiens de la réalité chilienne; susciter des réunions d'information et créer, développer, animer des relations sociales et culturelles entre la colonie chilienne et le peuple français.

L'Association édite 2 fois par mois un bulletin d'information en Espagnol, donnant des nouvelles du Chili au jour le jour d'une façon plus précise que les grands organes de presse, étant destiné surtout aux Chiliens résidant en France, aux Latino-américains et toutes personnes lisant l'Espagnol.

La dictature de Pinochet sévissant depuis déjà 11 ans est chaque jour plus répressive et violente avec le peuple Chilien qui malgré tout lutte sans trêve.

Les journées de "Protesta Nacional", commencées en 1983, démontrent une mobilisation populaire chaque fois plus importante, entraînant des affrontements directs entre l'appareil policier-militaire et le peuple Chilien.

La dictature a tué plus de 150 personnes en 15 mois et nous pensons qu'une information claire et précise est nécessaire pour une analyse de la situation, ainsi qu'une action concrète et efficace pour l'éliminer à tout jamais.

Nous vous proposons deux formules d'abonnement:

-4 numéros par an du Telex-Chile en Français : 100 F/an.

-4 numéros par an du Telex-Chile plus une adhésion de membre d'honneur de l'Association : 150 F/an.

Ce bulletin trimestriel résumera en Français les évènements survenus au Chili et vous sera envoyé par courrier.

Vous trouverez ci-joint le résumé des nouvelles des trois premiers mois de l'année 1984, afin de vous donner un aperçu de notre bulletin d'information.

TSVP

Si vous êtes intéressé par notre travail et nos objectifs
veuillez nous retourner le bulletin d'abonnement rempli à vos
noms et adresse ainsi qu'un chèque correspondant à une des formules
proposées.

Adressez votre courrier et votre chèque à notre siège
social:

Association "Telex-Chile"
1 Rue Montmartre
75001 PARIS

et nous vous enverrons tous les trois mois l'édition en
Français durant une année du Telex-Chile.

Nous restons à votre entière disposition pour de plus
amples renseignements.

D'avance merci pour votre collaboration solidaire.

Fraternellement.



JANVIER 1984 AU CHILI

=====

L'année 1984 au Chili commence par une série d'attentats contre la dictature de Pinochet.

Le 1er : Une bombe est lancée par des inconnus dans une caserne de carabiniers à Santiago.

Une succursale bancaire est détruite par une explosion.

- Deux individus armés ont pris possession d'un distributeur de gaz et se sont emparés d'un véhicule de location.

Aucune victime ni blessé n'ont été enregistré.

- Trois cents personnes ont immobilisé un camion rempli de nourriture et s'en sont approprié. Celle-ci était destinée aux employés du PEM (Plan de Travail Minimum : 250 F de salaire mensuel) que la municipalité allait leur distribuer.

Il y a trois semaines l'Intendant de Santiago, Roberto Guillad, a annoncé la cessation du plan de travail minimum (PEM) et du plan d'occupation pour les chefs de famille (POJH) de l'ère métropolitaine " car ils n'étaient pas efficaces et se révélaient de faible rentabilité sociale ".

Le 2 : Une charge de dynamite a détruit deux bureaux bancaires et un local de la Défense Civile de Santiago.

Le 4 : La commune de San Miguel située au sud de Santiago a été plongée dans l'obscurité plusieurs heures durant suite à une explosion qui a détruit un poteau de l'éclairage public.

Le 9 : Les rails et installations électriques du métro de Santiago ont été ravagés sur plus de 35 m par une charge de dynamite, après le passage de la dernière rame, ne faisant aucune victime.

La secousse a retenti à 5 kms alentours comprenant la Moneda, palais présidentiel, l'ambassade Brésilienne et plusieurs casernes militaires.

Le 11 : Un commando nommé " Front Patriotique Manuel Rodriguez " aptòdictatorial a pris possession durant quelques instants de Radio Santiago après avoir neutralisé le personnel de sécurité et la police qui n'ont pu empêcher une proclamation à caractère " subversif " selon la version gouvernementale.

Le groupe était composé d'une femme et de quatre hommes, afin de faciliter leur fuite, ils ont déclaré avoir laissé derrière eux un paquet contenant des explosifs. Une manifestation dans le quartier populaire Lo Hermida à Santiago s'est exprimée par des barricades et des incendies préalablement installées par les habitants.

Le 1er jour de l'année a vu aussi l'immolation (la 3ème en deux mois) au Chili de Melisa NAVAES agée de 40 ans qui a mis le feu à ses vêtements préalablement imbibés d'essence. Sauvée des flammes par des passants, elle a été transportée à l'hôpital de Talca et souffre de graves brûlures.

Ce même jour des centaines de familles de détenus politiques ont effectué un "sitting" face à la prison municipale, s'en voyant refuser l'entrée. Ils souhaitent rendre visite à leurs parents emprisonnés à l'occasion de la nouvelle année.

Ils ont interrompu la circulation pendant 7 minutes et crié des slogans contre les autorités pénitentiaires, puis ont été dispersés par les forces spéciales de carabiniers.

Rodolfo SEQUEL, dirigeant syndical du CNT a reçu le 3 janvier une menace de mort par le " commando ère 16 boa ".

Le 12 janvier Seguel a été réélu Président de la Confédération des Travailleurs du cuivre après une assemblée célébrée par les dirigeants des 23 000 mineurs.

A cette occasion il a déclaré : " puisque nous avons effectué un grand travail en 1983 il faut aujourd'hui redoubler les efforts afin que notre tâche se voit encouragée par une vaste unité du mouvement syndical ".

Le 6 : Franz PFEIFFER RICHTER, vieux dirigeant nazi au Chili a été interpellé par la police, soupçonné d'être lié à une campagne terroriste contre les catholiques et les opposants de gauche.

Il fut libéré après 4 heures d'entretien sans aucune charge contre lui.

A Concepcion située à 500 kms de Santiago (au sud) la jeunesse nazie a distribué des tracts injuriant l'archevêque local Jose Manuel SANTOS.

Pfeiffer Richter nie être à la tête du " parti National Socialiste Ouvrier " dont les tracts annonçaient la fondation.

L'Alliance Démocratique mentionne le 1er janvier, un danger d'éventuelle guerre civile au Chili si le gouvernement de Pinochet persiste dans cette direction politique et son modèle économique.

Ricardo LAGOS président de l'AD a déclaré :

" Aujourd'hui au Chili nous pouvons constater des symptômes de violence identiques à ceux du conflit Centraméricain, à un rythme très difficile à arrêter, et dans laquelle ceux qui comme nous proposent une solution pacifique se verront pris entre deux feux ".

" Les forces armées détiennent à elles seules le pouvoir et c'est à elles que l'opposition devrait s'adresser et non au ministre de l'intérieur ".

Lors d'un bilan, Ricardo Lagos a mentionné que l'année 1983 avait été caractérisée par une mobilisation sociale. 1984 sera la prolongation de ce progrès, mais le danger d'affrontement restera présent.

Le 16 : Quatre opposants au gouvernement militaire du Général Pinochet ont cherché refuge à l'Ambassade du Vatican à Santiago. Le groupe était formé de deux hommes et deux femmes qui ont déclaré craindre pour leur vie et demandé formellement l'asile politique au nonce apostolique Monseigneur Angelo SODANO, il s'agit de Jose AGUILERA SUERZO, Jaime YOVANOVICH PIETRO, Pamela CORDERO CORDERO et Elba DUARTE VALLE.

Le Chili n'a pas signé de convention en ce qui concerne l'asile avec le Saint Siège, mais les milieux de la presse nous rappellent que fin 1975 le gouvernement avait autorisé Nelson GUTIERREZ à quitter le pays, lorsqu'il avait cherché protection à la Nonciature.

Le groupe a pénétré dans l'enceinte vers 7h00 (10.00gmt) après avoir sauté par-dessus les murs donnant sur la rue.

L'agence semi-officielle ORBE a informé que le groupe portait trois pistolets mitrailleurs, cinq revolvers, une grenade à main et des munitions. Les armes ont été remises aux diplomates.

Le 17 : L'Archevêque de Santiago, Monseigneur Juan Francisco FRESNO a qualifié " de fait lamentable qui porte préjudice à la personne de Nonce et à la mission de paix qu'il a réalisé au Chili " l'irruption de quatre opposants qui ont demandé l'asile politique. Ils se sont réclamés du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), au même moment la direction d'information du gouvernement a assuré qu'ils étaient impliqués dans l'attentat de l'ex-intendant de Santiago, le Général Carol URZURA et ses deux gardes du corps qui a eu lieu le 30 août passé.

De son côté la Chancellerie a affirmé que les réfugiés n'ont pas droit à une telle protection, mais on n'exclue pas la possibilité d'autoriser leur départ.

Jaime del Valle, ministre des relations extérieures, a précisé qu'entre le Chili et le Saint Siège il n'existe aucune convention sur l'asile politique et que par conséquent il n'existe aucune garantie.

Il s'agit de personnes qui ont cherché une simple protection qu'apporte l'extra-territorialité de l'enceinte diplomatique, et que techniquement, elles devraient être remises aux tribunaux locaux afin de répondre aux charges criminelles qui pèsent contre-elles, a-t-il ajouté.

Cependant, a-t-il dit, d'autres antécédents, non juridiques doivent être pris en considération, ce qui fait que Pinochet seul résoudra l'affaire.

La revue " CAUCE " a affirmé aujourd'hui que la propriété que Pinochet se fait construire dans un beau quartier de Santiago a coûté jusqu'à maintenant 7,6 millions de dollars.

Ce chiffre équivalent à 5% de tous les travaux publics qui seront faits dans le pays. La maison compte six étages, dont deux souterrains ce qui représente 6 000 mètres carrés de construction au beau milieu de 80 000 mètres situés dans les hauteurs du quartier Lo Curro à l'est de la capitale.

Le parc a coûté en arbres, jardins et serres 180 000 dollars ; la cuisine est faite pour servir 2 000 personnes à la fois.

Il y a du marbre Espagnol de Alcantara, du cristal de Belgique, un système d'eau et d'électricité autonome, des terrains de tennis, saunas, une clinique, un gymnase, une salle de jeu, une salle de cinéma, une piscine, une installation de musique d'ambiance à l'extérieur et un stationnement possible pour 256 véhicules.

Sur les 6 000 mètres construits, 1 200 correspondent à des dépendances pour le service et la garde, et 1 600 à des bureaux et des salons ; l'ensemble du terrain est entouré de grilles hautes, et contrôlé par des circuits fermés de télévision, informe " Cauce ".

Selon ces informations " la fabuleuse résidence " a un abris anti-aérien dans l'un des étages souterrains et dans ce même secteur se trouve le local des Forces Spéciales chargées de la sécurité.

L'espace de contre-attaque est maintenu par de gros murs en béton, et des toits en " dur " sur lesquels on a placé des boules de pierre pour que les balles rebondissent, les fenêtres sont construites afin d'avoir un angle de tir parfait vers l'extérieur. Les énormes caves sont archi-remplies d'armement léger et lourd dans le but de tenir un siège pour un temps prolongé, a déclaré l'agence.

Le 19 : Le MIR déclara " face à la chasse de la CNI (centrale nationale d'information, police secrète de Pinochet) les miliciens devraient défendre leur vie avec leurs armes, c'est pour cela qu'ils les ont conservées jusqu'au moment ou ils étaient hors de sa portée, en entrant au siège diplomatique du Vatican " ; dans un communiqué envoyé aux milieux de la presse nationale et internationale.

Il ajoute que " les preuves avec lesquelles le régime essaye d'inculper les miliciens

n'ont aucune valeur, car elles ont été obtenues sous la torture d'autres prisonniers et ont pour seul but de les faire juger par des tribunaux militaires, qui ont été dénoncé comme étant inconstitutionnels par de vastes secteurs du pays.

Le MIR a formulé un appel aux organisations populaires et aux membres des communautés chrétiennes : " appuyer la demande d'obtention d'un sauf-conduit pour le groupe qui lui permette d'abandonner le pays et de faire échouer ainsi le plan d'anéantissement de la CNI.

Le 20 : A Santiago la police chilienne enquête sur la disparition étrange du syndicaliste opposant Alamirio GUZMAN, qui a été vu pour la dernière fois le 30 décembre dernier.

Guzman, ancien secrétaire général de la coordination nationale syndicale CNS, et ancien président de la Fédération Minière a quitté son domicile dans l'après-midi, de ce jour sans que l'on connaisse jusqu'à maintenant l'endroit où il se dirigeait. Son épouse Elsa CHACON a porté une plainte pour disparition face à la justice du crime, après avoir fait les hopitaux, les cliniques et casernes de police, sans obtenir de résultats positifs.

Madame KLARFELD, de nationalité allemande est arrivée le 19 janvier à Santiago dans le but de mobiliser les chiliens en ce qui concerne l'expulsion du Chili de l'ex-colonel nazi Walter RAUFF ; elle a dit qu'elle cherchait pour cela l'appui de l'opposition chilienne à la dictature militaire de Pinochet.

A 79 ans Walter Rauff est considéré comme le criminel de guerre le plus notoire vivant en Amérique Latine, comme Joseph MENGELE, " l'ange de la mort " réfugié au Paraguay. Walter Rauff, ex-colonel SS est l'auteur du programme technique qui donne naissance aux " camions à gaz " provoquant la mort par asphyxie de plus de 200 000 juifs d'Europe Centrale et d' Union Soviétique durant la seconde guerre mondiale.

Il est arrivé au Chili en 1958 venant d'Equateur et s'est premièrement installé à Punta Arenas, où il développa des activités industrielles jusqu'en 1977, date à laquelle il fixa résidence dans l'élégant quartier de Los Pozos à l'est de Santiago.

Deux grands secteurs de Santiago et diverses villes du sud du Chili ont été plongés dans l'obscurité cette nuit à la suite d'actions " extrémistes " visant des pylônes de haute tension, selon des sources officielles. L'information parvenue de Concepcion (516 kms au sud de Santiago) fait part d'une panne à la centrale électrique d'El Toro privant d'énergie les villes de la Serena, Talca et Concepcion.

Le 22 : Une forte explosion due à une charge de plastique a détruit ce matin une série de pylônes électriques, privant de lumière le quartier populaire de San Miguel, situé au sud de Santiago.

La police a établi que l'attentat " terroriste " a fait voler un pylône depuis sa base (à 4h00 du matin) en face du Centre d'Orientation Féminine de la Gendarmerie du Chili.

Le 23 : Déclaration du Parti Communiste : " toutes les formes de lutte qui permettront au peuple de conquérir la démocratie et la liberté sont encouragées par le PC Chilien " (PCCH)

" Le peuple a le droit de se défendre avec tous les moyens dont il dispose afin d'arrêter la répression criminelle des organes de sécurité, plus spécialement dans les bidonvilles, et dans le processus il instruit et appuie l'auto-défense, ainsi que les actions de déstabilisation contre le gouvernement militaire " précise le PCCH. Notre politique d'alliance vise à rétablir l'unité de la gauche et à développer les retrouvailles du peuple de Salvador Allende et d'Eduardo Frei " ajoute le message.

Le 30 : Un carabinier est blessé par balle aujourd'hui dans un quartier périphérique de Santiago selon une information officielle. Le fonctionnaire a été attaqué par un inconnu qui avait caché son visage sous un passe-montagne.

Des commandos armés, qui selon la dictature militaire, obéissent à un plan subversif de la gauche, auraient tué 5 carabiniers durant les derniers mois a-t-on rappelé.

Le 31 : Beate Klarsfeld a été arrêtée aujourd'hui face au palais gouvernemental chilien alors qu'elle était en tête d'une manifestation ; elle a été libérée après l'intervention de l'Ambassade d'Allemagne Fédérale.

L'armée a formulé certaines objections à la sortie du pays des 4 réfugiés de la Nonciature et le gouvernement n'a pas accordé les sauf-conduits demandés par le Nonce Apostolique et le Pape Jean-Paul II lui-même. Hier, l'Equateur a annoncé être disposé à recevoir les quatre opposants de gauche durant 60 jours.

FEVRIER 1984 AU CHILI

Le 1er : Le gouvernement de Pinochet devra accorder le retour au Chili de 25 exilés, selon la Cours Suprême de Justice.

Les autorités chiliennes ont publié 11 listes avec les noms de 3562 exilés qui pouvaient rentrer dans leur pays, depuis décembre 1982, mais en octobre dernier, elles ont mis fin à ces listes et ont retiré de ces dernières le groupe des 25.

Les personnes concernées par cette dernière mesure, parmi lesquelles figure l'écrivain et journaliste CAMILO TAUFIK, ont posé une réclamation accueillie par le plus haut tribunal de la justice chilienne.

L'arrêt de la Cours indique que le gouvernement militaire devra autoriser le retour des 25 personnes grâce à un décret spécial, dans un délai maximum de trois mois.

Le 7 : L'ex-sénateur ALBERTO JEREZ a renouvelé sa demande afin que les deux exilés DAVID BAYTELMAN et ARMANDO CASSIGOLI, puissent revenir dans leur pays. Elle a été faite au ministre secrétaire général de la présidence, le général SANTIAGO SINCLAIR, devant l'évidence du grave état de santé des deux exilés.

Baytelman, expert en matières agricoles et ex-vice-président de la Corporation de la Réforme Agraire (CORA) pendant le gouvernement du Président Salvador ALLENDE a été atteint d'une embolie cérébrale en octobre dernier, lorsqu'il se trouvait au Kenya travaillant sur des projets d'irrigation. En conséquence de cela, il est actuellement en Hollande et souffre d'une hémiplégie.

Pour sa part, l'écrivain et ex-professeur de l'Université du Chili, Armando Cassigoli, qui avait demandé l'autorisation d'une entrée temporaire dans sa patrie, se trouve dans un état de santé délicat.

On compte, actuellement, 200 000 personnes exilées, selon les organismes de la Haute Commission des Nations Unies (ACNUR) et la Commission Chilienne des Droits de l'Homme (CCHDH). Le gouvernement, lui, reconnaît l'existence de quelques 10 à 20 000 Chiliens vivant hors de leur patrie pour des raisons politiques.

Le 8 : L'ex-pilote privé du Président Salvador Allende et ex-vice-président de la Ligne Aérienne Nationale (LAN), RODOLFO ORTEGA FENNER, a été trouvé mort dans son appartement du quartier de Providencia, à l'est de Santiago.

Son corps inanimé, découvert la nuit par sa famille, se trouvait dans la cuisine de sa maison, où il a reçu des émanations de gaz, et, selon la version de la police, la mort aurait eu lieu il y a trois jours.

Il s'agit apparemment d'un suicide. Il aurait été atteint d'une crise nerveuse produite surtout par les difficultés qu'il éprouvait à chercher du travail après son retour d'exil.

En effet, il y a deux mois, Rodolfo Ortega était rentré dans son pays, après avoir vécu exilé au Mexique pendant neuf ans.

Le 9 : Une émission clandestine a interféré, cette nuit vers 23h00 les programmes de la chaîne de la Télévision Nationale et a lancé des consignes contre le gouvernement militaire.

La radio clandestine a utilisé les ondes de la chaîne de la TV pendant la retransmission du Festival de VINA DEL MAR, le plus grand concours musical du pays. Les interférences se sont produites quatre fois consécutivement toutes les 15 minutes, pendant l'acte d'inauguration du Festival. Elles mentionnaient à chaque fois des appels, par une voix féminine, pour que prenne fin le gouvernement militaire de Pinochet.

Des fonctionnaires spécialisés de la Centrale Nationale d'Informations (CNI) ont fait de nombreuses démarches afin de localiser l'appareil de transmission mais elles n'ont pas abouti. Les interférences ont été clairement entendues dans les quartiers situés à l'est de la région métropolitaine, selon un porte-parole de la TV Nationale.

Cette année le Festival de Vina del Mar, qui réunit des artistes confirmés parmi des chanteurs et groupes nationaux et étrangers, compte la présence de représentants de l'Afrique du Sud, d'Allemagne Fédérale, d'Uruguay, d'Israël et une soliste Cubaine, résident aux Etats Unis.

Le 13 : Les milieux littéraires chiliens ont été très peinés en apprenant hier la mort de l'écrivain argentin JULIO CORTAZAR, décédé à Paris des suites d'une leucémie. La presse du matin a annoncé la triste nouvelle en ajoutant que les écrivains et les intellectuels chiliens, à l'unanimité, le considèrent comme une des plus grandes figures de la littérature latinoaméricaine et mondiale.

Le président de la Société des Ecrivains du Chili (SECH), LUIS SANCHEZ, a regretté la mort de l'écrivain, qu'il a qualifié d'innovateur de la littérature latinoaméricaine". Il a rappelé que Cortazar " a provoqué un choc en 1963 quand il publia son oeuvre " Rayuela ", qui était une innovation dans le domaine du langage, des habitudes de l'écriture en Amérique Latine ". " Il fut un maître du jeu de mots et de la vision du monde chaque fois plus cosmopolite, un homme qui s'était introduit dans les milieux internationaux mais qui avait continué de vivre comme un latinoaméricain " ajoute-t-il. D'autres hommages ont été rendus par l'écrivain et Prix National de Littérature, BRAULIO ARENAS, qui s'est montré très touché par la nouvelle, en faisant le commentaire suivant : " Cortazar fut remarquable grâce à son oeuvre d'une première grandeur ".

EDMUNDO CONCHA, écrivain et critique littéraire, a souligné pour sa part, l'influence qu'à exercée Cortazar dans la littérature hispanoaméricaine et " la très grande profondeur avec laquelle il interpréta la réalité humaine, celle qui se cache sous la peau ".

Selon l'opinion de divers écrivains chiliens, Cortazar méritait le Prix Nobel de Littérature.

Le 14 : RODOLFO SEGUEL, président de la Confédération des Travailleurs du Cuivre (CTC) a dénoncé aujourd'hui publiquement l'attaque dont a été victime le siège de la zone syndicale du gisement " El Teniente ", acte qu'il a qualifié de " persécution politique ". Il a révélé que durant la matinée du dimanche, des inconnus ont attaqué le siège et ont volé de la documentation, des enregistrements relatifs au Congrès des dirigeants du cuivre, qui a eu lieu en janvier, à RANCAGUA, 90 km au sud de Santiago. Il a dénoncé aussi le vol de documents concernant une réunion de Confédérations et Fédérations adhérentes à la CNT, qui se sont déroulées à Puente Alto, début février, à l'occasion de laquelle les dirigeants ont approuvé la réalisation d'une nouvelle journée de Protestation Nationale le 27 mars prochain et une Grève laborale prochainement.

D'autre part, le 18 novembre dernier, jour où l'Alliance Démocratique a réalisé une manifestation massive à Santiago, des inconnus ont pénétré dans le local de " El Teniente ", volant des documents et essayant de mettre le feu au siège syndical, et " jusqu'à maintenant il n'y a aucun résultat de l'enquête policière et judiciaire sur ce fait " a dit Seguel. En ce qui concerne l'attaque de dimanche dernier, une plainte a été portée au juge de Rancagua, pour vol et violation du siège syndical.

Le président de la CTC a fait mention, en plus, de son inquiétude face à la demande des compagnies nord-américaines à leur gouvernement, d'interdire l'entrée du cuivre chilien sur le marché nord-américain, ce qui selon Seguel " sans doute, signifierait la réduction de travail au sein de la Corporation du Cuivre (CODELCO), la diminution des salaires et le chômage pour les travailleurs ". 26 mille ingénieurs fonctionnaires et mineurs travaillent dans les quatre gisements, propriétés de CODELCO (Chuquicamata, El Teniente, El Salvador et Andina).

Le 16 : Dans une conférence de presse qui a lieu dans les bureaux de l'Archevêque de Santiago, les travailleurs inscrits au Programme d'Emploi Minimum (PEM) et au Plan d'Occupation pour les chefs de Famille (POJH) ont fait part aujourd'hui de leurs " Total appui et participation à la Grève Nationale que les forces démocratiques du pays sont en train d'organiser, ainsi qu'à la Protestation Nationale annoncée pour le 27 mars ".

Ils ont lancé aussi un appel de solidarité à " toutes les Fédérations, Confédérations et Syndicats nationaux pour une lutte en commun ".

Il faut rappeler que les travailleurs du PEM et du POJH sont des chômeurs subventionnés par l'état, à raison de 20 dollars mensuels pour le PEM et quelques 40 dollars pour le POJH et qu'il y a quelques 540 mille personnes inscrites à ces programmes qui ne sont pas comptabilisées en tant que chômeurs, selon l'Institut National de Statistiques (INE), organisme de l'état.

A Santiago le président de la Commission des Droits de l'Homme d'ARICA, JUAN RASTELLI PORTUGUEZ, a été victime d'un attentat à l'aube quand deux civiles ont lancé plusieurs bombes incendiaires contre sa voiture, stationnée près des installations de réserves de gaz, ce qui aurait pu causer une tragédie de grande ampleur.

Selon cette institution, " cet horrible attentat n'est pas un cas isolé, mais il représente une escalade de la terreur qui a pour but d'effrayer ceux qui défendent les droits du peuple " puisque " la semaine dernière des inconnus ont effectué des attentats contre des temples de l'Eglise Catholique et ont distribué des tracts injuriant personnes et institutions ". Les temples sont situés dans des secteurs périphériques d'Arica, où vivent des gens dans une situation d'extrême pauvreté. La Commission dénonce que l'attentat sur la voiture de Rastelli " a mis en danger la vie des habitants du groupe des maisons de CHUNGARA puisque l'attaque lâche s'est effectuée à deux mètres des dépôts de gaz de cet ensemble ".

Des attentats passés ont été revendiqués par des membres d'un dénommé " Commando défenseurs de la patrie ".

Le 17 : L'Alliance Démocratique, AD , a convoqué à une Journée de Protestation Nationale pour le 27 mars prochain. Son président actuel, MARIO SHARPE a signalé : " nous n'adhérons pas à la " Protesta " convoquée par le Commando Nationale des Travailleurs (CNT), bien qu'elle ait lieu le même jour ".

Selon le dirigeant cela " ne signifie pas que nous n'adhérons pas à l'appel du CNT " et il a ajouté " nous nous convoquons le même jour que le CNT à une protestation pacifique, justement pour donner plus de force et encourager l'action de cette organisation ".

La Confédération des Travailleurs du Cuivre (CTC) a informé aujourd'hui que les mineurs de CHUQUICAMATA avaient refusé, pour une deuxième journée, de pénétrer dans les cantines, en signe de protestation contre l'implantation de la journée continue dans la mine. Après une assemblée, à laquelle près de 2000 mineurs ont assisté les travailleurs des syndicats 1 et 2 de la mine, ont commencé le " mouvement de nourriture " , en refusant d'entrer dans les cantines afin d'y déjeûner, ils se sont aussi mis d'accord pour ne pas travailler en heures supplémentaires et maintenir en permanence des réunions entre les dirigeants et leur base.

La journée continue implique ^{de} prolonger les journées de travail sans employer un nouveau personnel. Cette mesure imposée par la Corporation du Cuivre, (CODELCO de l'état) section Chuquicamata, a été qualifiée de " nocive pour la vie déjà anormale établie pour le mineur ".

Le 18 : ARICA : La manifestation la plus grande jamais réalisée dans ce port limitrophe du Pérou, 2 050 km de Santiago, a eu lieu hier soir. A cette concentration se sont réunies près de 4 000 personnes et le principal orateur fut Rodolfo Seguel, qui a insisté sur un retour à la démocratie pour le pays après la fin du régime et l'installation d'un gouvernement de transition. Il a aussi appelé à une Journée Nationale de Protestation contre le régime militaire, le 27 mars et à une grève générale postérieurement .

Santiago : En s'appuyant sur l'existence d'un décret d'expulsion contre le dirigeant paysan JOSE CAMPUSANO la police internationale lui a interdit l'entrée dans son pays. Campusano agé de 69 ans est un des fondateurs de la Centrale Unique des Travailleurs (CUT) et premier président de la Confédération Paysanne " RANQUIL " qui jusqu'en 1973, regroupait plus de 200 mille paysans. Il fut arrêté en 1976 et emprisonné durant un an au camp de concentration de " Tres Alamos ".

Il est actuellement à Buenos Aires en Argentine dans l'attente du résultat d'Habeas Corpus présenté en sa faveur par la Vicairerie de la Solidarité.

Le 21 : Le mouvement de protestation commencé la semaine dernière par les travailleurs de Chuquicamata s'est terminé aujourd'hui.

Il a pris fin après la signature d'une annexe au contrat collectif en vigueur, par les chefs régionaux de l'entreprise et les dirigeants syndicaux, où sont mentionnés des bénéfices d'avancement et un prêt escomptable en dix mois.

Les mineurs ont accepté finalement la mesure, travailler sept jours pour une journée de repos, en échange d'un engagement signifiant une augmentation de 50% pour le dimanche et les jours fériés, et 50% aussi pour les heures supplémentaires.

Les conversations entre dirigeants et chefs d'entreprise seront maintenues au cours de la semaine dans le but d'analyser d'autres aspects de la journée continue.

Le 22 : Pinochet a décoré la semaine dernière le président de la direction de " Pepsi - Cola " , Donald M. Kendall, de l'" Ordre Bernardo O'Higgins " , au grade de " Gran Cruz " (Grande Croix), " en reconnaissance de son amitié et collaboration désintéressées vers le

Chili ".

La décoration a été remise à Kendall au salon " 11 septembre " de l'Académie " Andres Bello ", en présence de l'Ambassadeur des Etats Unis, James Thebergue.

Le 23 : Fêtant hier son trentième anniversaire la Centrale Unique des Travailleurs, CUT, a célébré un acte commémoratif au Théâtre Caupolican de Santiago, présidé par Clotario BLEST fondateur et premier président de la CUT.

Dans la salle, d'une capacité de 10 mille personnes, on pouvait lire des pancartes et légendes demandant la libération du médecin socialiste et président du Mouvement Démocratique Populaire (MDP), Manuel ALMEYDA.

Blest s'est adressé à une salle comble de représentants syndicaux, de partis politiques et de travailleurs, en disant : " la CUT continue d'exister bien que le régime militaire, par un décret-loi, ait mis fin à son existence juridique et se soit approprié ses biens ".

De son côté, Julio Valderrama, du syndicat des téléphones indépendant et fondateur de la CUT, a mentionné que le régime " n'est pas habilité pour décréter la dissolution de la CUT, car c'est aux travailleurs chiliens, seuls de décider de son destin ".

Humberto Elgueta fut un autre orateur, ex-président du Syndicat Unique des Travailleurs de l'Education (SUTE) qui est rentré dans son pays après dix ans d'exil.

Les principales consignes ont été données par des militants des partis Communiste, Socialiste, Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), Mouvement d'Action Unitaire (MAPU) et Gauche Chrétienne.

Les derniers orateurs ont été l'ex-dirigeant de la CUT, Samuel ASTORGA, actuellement membre de la Direction du Projet de Développement National (PRODEN), Luis MALUENDA, fondateur de la CUT et ex-président de la corporation des cheminots et Manuel DINAMARCA, fondateur et ex-dirigeant de la CUT.

Au cours de ce rassemblement massif des hommages ont été rendus à l'ancienne dirigeante des pensionnés Teresa CARVAJAL, Humberto ELGUETA et Luis QUIROGA.

Aucun incident, ni arrestation ont été enregistrés malgré une importante surveillance de la police.

Le 26 : Le cas du criminel de guerre nazi résident au Chili, Walter Rauff a provoqué une nouvelle critique de la part du " New York Times " nord américain qui a dit le 15 février dernier que " le Chili, pour sa honte, a effectué régulièrement des déportations de ses citoyens soupçonnés d'avoir commis des crimes politiques, et il est curieux et révélateur que ce même régime chilien n'expulse pas un citoyen appelé Walter Rauff, ex-officier nazi ". En conclusion il mentionne que la présence de ce

nazi au Chili " montre la vraie nature du régime qui le protège ".

Le cas Rauff et la négation du régime militaire chilien de Pinochet de l'expulser du Chili a entraîné des frictions diplomatiques et des réactions de critiques dans la presse nord-américaine, allemande (RFA) et israélienne particulièrement.

Le 27 : Lors d'un acte au Théâtre Caupolican le dimanche 4, le président du Mouvement Démocratique Populaire, MDP, a lancé un appel pour constituer un gouvernement provisoire et pour une unité de toute l'opposition afin d'affronter le régime militaire et de constituer un régime démocratique provisoire " d'une base très large ".

Le ministère de l'Intérieur a présenté un mandat d'arrêt contre lui, face à la Cours d'Appellation, le déclarant prisonnier par le juge Osvaldo FAUNDEZ, qui a accepté parmi les accusations gouvernementales, celle qui disait : " encouragement oral à la paralysation des activités nationales ".

Le MDP a rejeté la plainte portée contre son président et ses dirigeants Jaime INSUNZA, German CORREA, Pascual BARRAZA, Juan PARRA, Cecilia SUAREZ et Reinaldo SAEZ, se sont déclarés co-responsables des délits imputés à Almeyda, exprimant leur confiance envers le tribunal civil afin qu'il le laisse libre.

Le 19, le journal conservateur " El Mercurio " publie une entrevue avec Almeyda, emprisonné à la prison publique depuis le 15 de ce mois au sein d'une même cellule avec des délinquants de droit commun selon des déclarations de sa famille, et malgré la pétition du dirigeant qui exige un traitement de détenu politique.

A cette occasion, Almeyda a déclaré que " Pinochet va devoir s'en aller " avant 1989. Plusieurs organisations politiques et syndicales se sont montrées solidaires du lider emprisonné. Dans la nuit du 23, un acte culturel, de solidarité avec le dirigeant a été organisé, réunissant plus de mille personnes, et parmi elles les personnalités les plus connues de la vie politique, syndicale, corporative et culturelle de l'opposition chilienne au régime militaire.

D'autre part, des personnalités des Etats Unis et de France ont émis des critiques du régime militaire chilien, qui ont été reçues à Santiago comme " des intromissions dans des problèmes internes que nous rejetons énergiquement ". La Chancellerie française a qualifié l'arrestation d'Almeyda comme "une nouvelle attaque aux Droits de l'Homme au Chili ".

Le Mouvement Démocratique Populaire est constitué du Parti Communiste, Parti Socialiste et Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) et des indépendants de Gauche.

Le 29 : Il y a quelques jours le problème des quatre réfugiés dans la Nonciature Apostolique s'est aggravé, quand le Nonce s'est plaint d'un " manque de courtoisie " de la part du régime militaire chilien qui s'est refusé à adresser une demande personnelle au Pape Jean Paul II. En plus, le commandant en chef de la marine et membre de la Junte militaire l'amiral Jose Toribo Medina aurait dit que " le pape est faillible pour les choses humaines ".

Face à une détérioration de la situation, le Vatican a envoyé au Chili Mons. Claudio Celli, membre de la Curie du Vatican qui arrivera à Santiago le 18 afin de chercher une solution au problème.

La Conférence Episcopale chilienne a émis, vers le 15 février, une déclaration solidarisant avec la Nonciature Apostolique et appuyant l'asile accordé aux quatre membres du MIR.

Le Vatican a accepté de leur fournir la protection diplomatique et a fait la demande au régime militaire de sauf-conduits pour qu'ils puissent quitter leur pays.

Il semblerait que le corps des généraux de l'Armée " ait manifesté son désaccord " formel en ce qui concerne l'obtention de sauf-conduits, selon les informations du " FORTIN DEL MAPOCHO " parues le 14 février.

Selon le journal les généraux auraient donné comme seule autre possibilité, la remise des réfugiés à l'Afrique du Sud ou a Israel, après une consultation et un accord de ces pays, pensant qu' " en tant qu'amis du Chili " une extradition postérieure serait facilitée.

Selon le Chancelier Jaime del Valle, dans la position de Pinochet " il n'y a pas une négation absolue, et on a poursuivi les études ".

Le 2 : Deux journalistes qui avaient disparu pendant 24 heures, alors qu'ils faisaient un reportage sur la propriété de Pinochet, ont été libérés aujourd'hui après avoir été détenus dans les locaux secrets de la Centrale Nationale d'Informations (CNI).

Le collège des Journalistes a protesté énergiquement de cette détention de Carmen IMPERATORE et Alejandro ERAZO, collaborateurs du journal " FORTIN MAPOCHO " qui paraîtra dans les jours à venir. La corporation a annoncé la présentation de recours à un Habeas Corpus en faveur des deux personnes concernées.

Le 5 : Jose RUIZ DI GIORGIO, l'ider des travailleurs du pétrole, a commencé une grève de la faim au bout d'une semaine d'emprisonnement, à la prison de PUNTA ARENAS, située à 2 500 km au sud de Santiago.

Le syndicaliste fut arrêté avec un groupe de 15 personnes alors qu'ils participaient à une contre-manifestation due à la présence du Général Pinochet qui visitait cette ville.

Le dirigeant de la démocratie chrétienne de Punta Arenas, Carlos WLADINIE, arrêté comme Di Giorgio, a signalé aussi qu'il ferait la grève de la faim pour une durée indéterminée.

Le 6 : Un commando armé a attaqué aujourd'hui une caserne de carabiniers de Santiago, sans qu'il n'y ait eu de victime, selon la version officielle. Cette même caserne, située dans le quartier de Pudahuel, avait été mitraillée le 13 février dernier, quand les carabiniers ont repoussé l'attaque. Dans l'action d'aujourd'hui les coups de feu sont partis d'une voiture en marche et ont détruit les fenêtres de la caserne.

L'année dernière six carabiniers et trois militaires, dont un général, sont morts au Chili pendant des attentats de même type.

Le 7 : La hiérarchie catholique a interdit hier l'exercice des fonctions sacerdotales à Rafael MAROTTO, qui ne pourra plus prêcher la doctrine chrétienne, célébrer la messe, confesser ou opérer, toutes les fonctions qui lui sont propres, a indiqué l'archevêque de Santiago.

La sanction sera maintenue en vigueur tant que les activités politiques du curé persisteront, a-t-on ajouté.

Marotto, âgé de 60 ans, chargé d'une petite église au milieu des quartiers pauvres de l'est de Santiago a déclaré se " sentir interprété par la ligne politique du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR)," qui soutient ici la lutte armée contre le régime militaire de Pinochet.

En même temps il a reconnu agir comme " porte parole " du MIR au sein de la coalition d'opposition le Mouvement Démocratique Populaire (MDP) formé aussi du Parti Communiste et des fractions marxistes du Parti Socialiste.

L' Archevêque de Santiago, Juan Francisco FRESNO a souligné l'incompatibilité qui existe entre l'exercice du sacerdoce et la militance ou les engagements politiques-partisants, sauf dans des cas très spécifiques autorisés, a-t-il précisé dans un communiqué officiel.

Le Gouvernement militaire Chilien a estimé qu'il subsiste encore dans le pays " un état de danger de perturbation de la paix intérieure " et a renouvelé les facultés exceptionnelles du président afin de contrôler la situation.

Un décret publié aujourd'hui au Journal Officiel établit le délai d'extension pour six mois de cette mesure à partir du dimanche 11 mars.

Le 8 : Un officier de l'armée chilienne est mort à Santiago atteint par des balles dans des circonstances encore inconnues selon un communiqué de cette institution. Il fut identifié comme étant Sergio CADENASSO CASTRO, sans qu'on sache son grade militaire.

Lors de l'incident survenu hier à l'aube, dans le quartier Las Condes à l'est de la ville, une résidence, un homme et une femme ont été atteints par les balles, a-t-on ajouté.

Le 13 : A Punta Arenas 63 personnes ont été arrêtées cette nuit par la police après de violents affrontements avec des centaines de personnes qui manifestaient contre le régime de Pinochet.

Les carabiniers qui ont utilisé le gaz lacrymogène et les matraques, ont dissous la manifestation d'opposition qui réclamait la liberté du président des travailleurs du pétrole Jose Ruiz di Giorgio.

Le 15 : L' Angleterre s'est ajoutée aux pays qui demandent l'expulsion du Chili du criminel nazi Walter RAUFF.

Le chancelier chilien, Jaime del Valle a annoncé aujourd'hui à Santiago que malgré toutes les pétitions formulées par les gouvernements d'Israël, d'Allemagne Fédérale, de Grande-Bretagne, Rauff ne sera pas expulsé du Chili.

Le 16 : Temuco : Le juge civil de cette ville, Mario GIL, a créé un nouveau système de paiement des amendes, pour ceux qui n'ont pas l'argent nécessaire, ils pourront choisir entre aller en prison ou à l'hôpital.

Dans le cas premier cela signifie des jours et des semaines de réclusion, dans le second, une prise de sang pour que leurs veines donnent " en cadeau " quatre litres de sang et automatiquement on considère la peine accomplie.

Ce système inventé par USIA, aboutit à un total affaiblissement des " donateurs " a commenté le Chef du Service hospitalier, et le juge a ajouté qu'il était juste que ceux qui ont attenté contre la société payent par une contribution " volontaire " permettant ainsi de sauver des vies humaines...

Le 17 : Une série de 30 attentats revendiqués par le Front Patriotique Manuel Rodriguez, a fait au moins 7 blessés dans différents quartiers de Santiago, Valparaiso, Concepcion et San Antonio. Ce front a signalé ne pas appartenir à une fraction du MIR, ni au Parti Communiste, ni à aucune fraction du Parti Socialiste.

Le 19 : La prostitution des enfants est en augmentation dans la capitale en raison d'une pauvreté généralisée.

Des enfants âgées de 9 à 11 ans sont envoyées à la rue par leurs propres parents, dans un phénomène massif qui a commencé en 1982 et a augmenté l'année dernière, a dénoncé aujourd'hui le curé Hernan Alessandri.

Ceci est du au chômage et à la présence d'enfants vagabonds qui traînent dans les rues et qui ont faim, a-t-il souligné.

Le 20 : A Punta Arenas une forte explosion a détruit un centre culturel, lieu de réunions d'écrivains, musiciens, intellectuels, connus pour être opposés au régime militaire de Pinochet.

Le 22 : L' Ambassade du Chili en France manquait de surveillance policière lorsqu'elle fut victime d'une attaque incendiaire mardi dernier, selon les explications du ministre des Relations Extérieures à Santiago.

Cet attentat a été revendiqué par la Section Française du Parti Socialiste du Chili qui annonçait des actions similaires pour le 27 mars prochain.

Une bombe lancée contre la résidence du prêtre Mons Jorge HOURTON n'a pas réussi à exploser. Des tracts distribués par les auteurs de l'attentat sur son lieu même, disaient : " Curés communistes : hors du Chili ! " et " C'est ici qu'arrive l'or de Moscou ".

Le 26 : Le régime militaire vient de rétablir le couvre-feu à Santiago. C'est à dire l'interdiction de circuler dans les rues pour les 4 millions d'habitants de la capitale à partir de 22H00 (locale), jusqu'à 5H00 du matin du jour suivant.

Au début du couvre-feu, des carabiniers et des troupes militaires armés patrouillent les rues vides et des véhicules de sécurité parcourent les avenues principales.

Plusieurs attentats ont plongé 3 villes du nord du Chili et un quartier de Santiago dans l'obscurité ; une bombe a détruit en partie une voie ferrée. Les services du Métro sont inutilisables après l'explosion de 3 fortes bombes ce matin, à l'aube, avant que ne commence la circulation des 2 lignes souterraines.

Le 27 : Journée de Protestation Nationale : Bilan :

- A Santiago un étudiant a été tué et des dizaines de manifestants arrêtés lors de violents affrontements avec la police. L'étudiant a été abattu d'une balle reçue dans la poitrine à l'université de Concepcion. Selon les premières versions il aurait été atteint par les balles des carabiniers, mais des témoins signalent que les projectiles ont été tirés d'une voiture occupée par des civils.
 - Le curé français Pierre DUBOIS a été arrêté et frappé par la police dans un bidonville de Santiago, La Victoria, où il travaille.
C'est au moment où il voulait empêcher un bus de carabiniers de pénétrer dans ce quartier qu'il a été arrêté.
-

Le 28 : C'est finalement un bilan de 5 morts, 10 blessés graves et 400 prisonniers ainsi qu'une importante paralysie des activités du pays pour cette journée de " Protesta " Nationale.

Parmi les victimes figurent un enfant de 13 ans et un ouvrier abattus par les balles tirées lors d'affrontements entre manifestants et carabiniers.

Le 29 : Trois militants du MIR seront présentés au conseil de guerre selon la décision de la Cours Suprême de Justice.

Ils sont accusés de l'assassinat de l'Intendant de Santiago le Général Carola URZUA survenu le 30 août dernier.

Ils risquent la peine de mort.

TELEX-CHILE

ASSOCIATION LOI DU

1 JUILLET 1901

1 RUE MONTMARTRE

PARIS 75001

TEL : 508 48 28

ABONNEMENT EN FRANÇAIS
4 NUMEROS PAR AN

100 F

ABONNEMENT PLUS
ADHESION A L'ANNEE

150 F

NOM :

PRENOM :

DOMICILE :

TEL :

chèque à l'ordre de : "ASSOCIATION TELEX-CHILE"